

Suppressions de postes (2): les réactions syndicales

Une erreur d'Olivier Dussopt, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'action et des comptes publics, qui, sur Franceinfo, le 17 septembre, a justifié ces coupes en invoquant des effectifs en baisse dans le secondaire, a contribué à nourrir la mauvaise humeur des syndicats. Les collégiens et lycéens seront en effet 40 000 de plus à la prochaine rentrée, et l'augmentation des effectifs d'élèves du secondaire (voir l'infographie ci-contre) est appelée à continuer d'ici à 2022. Pour Alexis Torchet, secrétaire national du SGEN-CFDT, les suppressions de postes annoncées tombent mal, alors que s'enclenche la réforme du lycée. « Supprimer des postes dans un contexte où l'on crée une nouvelle politique publique, c'est le meilleur moyen de la rater », prévient-il. Le SNES-FSU, qui « exprime sa colère et son incompréhension », a fait savoir qu'il prenait « contact avec les autres organisations syndicales pour construire une riposte rapide ». Le SNES met en cause la réforme du lycée, qu'il voit comme une occasion pour le gouvernement de réaliser des économies d'échelle. « La facture est lourde pour les personnels administratifs et ceux du second degré », a estimé la fédération FO de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle, qui appelle à la grève le 9 octobre prochain, dans le cadre d'une « mobilisation interprofessionnelle ». Selon Hubert Raguin, son secrétaire général, le ministre compte sur la réforme du lycée pour réduire « le nombre d'heures de cours, en supprimant les filières, en liquidant le cadre national des programmes et des diplômes ». Pour le syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN-UNSA), l'effort demandé, « modeste » au regard de ce qui a été connu précédemment, est « contre-productif (...) au moment où s'ouvre le grand chantier sur la réforme des lycées », affirme le SNPDEN. Pour le SE-UNSA, la décision budgétaire « va encore un peu plus compromettre la confiance des personnels comme celle de la population dans les orientations de l'exécutif ». Le syndicat déplore ces « mauvais signaux », alors que « des chantiers importants sont ouverts, telles la réforme du bac (...) général et technologique ou la transformation de la voie professionnelle ». Le Snalc demande pour sa part au ministre d'arrêter de « prendre les professeurs pour des buses », en « essayant de faire passer

une mesure de restriction budgétaire et de suppression de postes en chance pour le pouvoir d'achat grâce aux heures supplémentaires imposées ».